Lettre de la Fenamef n°41

De Fenamef <l.lechatellier@fenamef.asso.fr>
À <secretariat@fenamef.asso.fr>
Répondre à <contact@fenamef.asso.fr>
Date 19/11/2021 17:01

Fenamef
FÉDÉRATION NATIONALE DE LA MÉDIATION
ET DES ESPACES FAMILIAUX

La lettre n°41 de la Fenamef

Tous les mois, l'actualité de la médiation et des espaces familiaux vue à travers les actions et prises de position de la Fenamef.

n°41 - 19 novembre 2021

ACTUALITÉS

Rencontre régionale Normandie – 14 octobre 2021 - co-animée par Laurent Mony, Délégué Régional et Laure Lechatellier, Secrétaire générale

La rencontre de la Délégation régionale Normandie a eu lieu le 14 octobre 2021 à Caen en présentiel dans une salle de travail réservée au restaurant Le Plato.

Étaient représentés la Fondation Normandie Générations du 61, l'E.P.E. 14, l'Association des Amis de Jean Bosco du 14, l'A.D.A.E.A. du 27, l'A.C.S.E.A. du 14, la C.A.F. du 14 et la C.A.F. du 27 ainsi que l'I.R.T.S. Normandie-Caen.

La matinée a été consacrée à l'activité de Médiation Familiale et l'après-midi à l'activité des Espaces de Rencontre.

Les personnes présentes ont évoqué l'actualité au sein de leur service.

Un temps a été consacré à la T.M.F.P.O. mais faute de consignes claires du S.A.D.J.A.V., les projets des futurs tribunaux porteurs de l'expérimentation semblent à l'arrêt.

Il a été abordé également le devenir du D.E.M.F. exigé pour les services conventionnés mais pas pour l'inscription sur les listes des Cours d'Appel.

Nous constatons un exercice de la Médiation Familiale à deux vitesses : l'une demandant obligatoirement le D.E.M.F. pour pratiquer en service conventionné et l'autre ne formulant aucune nécessité pour exercer comme indépendant ou être inscrit sur la liste des médiateurs des Cours d'Appel. Cette situation apparaît pour le moins problématique.

Quelle évolution pour le D.E.M.F. qui apparaît marginalisé par la concurrence de nombreux autres acteurs de la médiation ?

Concernant les Espaces de Rencontre, la difficulté réside toujours dans le respect des obligations sanitaires (jauge des pièces) qui oblige les services à devoir réduire le rythme et les temps des visites.

Cette organisation a pour effet d'augmenter la liste des dossiers en attente déjà importante hors crise sanitaire.

A été abordé également le nouveau référentiel des Espaces de Rencontre et l'obligation pour les services de devoir transmettre un écrit au magistrat. Cette question fait débat au sein des services. Quelles sont les informations à transmettre ? Comment les formuler en gardant la spécificité des Espaces de Rencontre ?

Rencontre régionale Guadeloupe - Guyane - La Réunion - Martinique - Mayotte - Saint-Pierre-et-Miquelon - 21 octobre - en visioconférence - co-animée par Jean-Louis Coquin, Président et Mirella Valerius, Déléguée Régionale

La rencontre interrégionale du 21 octobre a réuni 17 participants de La Guadeloupe, La Martinique, La Guyane, La Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon. En l'absence de notre Secrétaire générale, c'est notre Président, Jean-Louis Coquin, qui s'est rendu disponible pour co-animer cette rencontre.

Au vu de l'éloignement géographique des structures, elle s'est tenue en visioconférence, avec des horaires différenciés suivant les régions.

Les participants ont échangé tant sur l'actualité liée à la Médiation Familiale et aux Espaces de Rencontre que sur les difficultés rencontrées par les services (financement, collaboration avec les institutions, recrutement...). Les modalités de mise en œuvre des Médiations Familiales à distance, dans les situations à haut conflits ou parents/adolescents ont également été au cœur des débats. La demande de formation en visioconférence ou délocalisée demeure pour pallier les déplacements dans l'hexagone.

Les participants sont unanimes sur le bien fondé des rencontres interrégionales qui favorisent un rapprochement entre les structures, un partage des expériences et des actions menées dans les territoires.

PARTENARIATS

Juin 2021 : Réunion de l'instance nationale "Ruptures familiales"

En juin dernier, s'est tenue une réunion en présence de plusieurs Fédérations (A.P.M.F., F.F.E.R., Fenamef) ainsi que du C.I.D.F.F. Ont été abordés les thèmes suivants : la T.M.F.P.O., les listes d'attente des Espaces de Rencontre ainsi que la présentation du dispositif concernant les pensions alimentaires.
Une nouvelle réunion se déroulera en novembre.

Juillet 2021 : Réunion de coopération inter-fédérations à la F.F.E.R. de Toulouse

Une nouvelle rencontre s'est tenue cet été entre Madame Isabelle Saunier, Administratrice de l'U.N.A.F., Présidente du département Parentalité et Enfance, Monsieur Pierre Lalard, Président de la F.F.E.R., Madame Emmanuelle Moraël, Chargée de mission de la F.F.E.R., Monsieur Jean-Louis Coquin, Président de la Fenamef et Madame Laure Lechatellier, Secrétaire générale de la Fenamef. Parmi les projets abordés, figure celui de la création d'une Commission Espaces de Rencontre quant à la prévention primaire ; une réflexion au sujet de la prévention des ruptures familiales pourrait avoir lieu dans ce cadre.

Nouveaux groupes de travail CNAPE

La Cnape avait lancé un appel à candidatures pour participer à ses nouveaux groupes de travail. Les différents axes de réflexion sont :
- l'enfant confronté à la séparation parentale ;
- la santé mentale ;
- le milieu ouvert ;
- l'hébergement.

Plusieurs membres du Conseil d'Administration ont souhaité s'impliquer. Les premières séances se sont tenues ces derniers mois.

LA VIE DE LA FÉDÉRATION

Depuis le début de l'année 2021, le Conseil d'Administration et le Bureau se sont réunis à 4 reprises respectivement ; la majorité de ces réunions s'est tenue en visioconférence ; depuis septembre dernier, elles sont de nouveau organisées en présentiel ou de façon "hybride".

Conseil d'Administration - 24 Septembre 2021

Madame Monique Sassier sera désormais « invitée permanente » de cette instance. Madame Sassier est actuellement Présidente de la Fondation Autonomia et aussi Membre d'honneur du Club des Médiateurs de services au public.
Elle a également été Médiatrice de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, Directrice Générale de l'Union Nationale des Associations Familiales.
Nommée Présidente du Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale par Madame Ségolène Royal, alors Ministre Déléguée à la famille et à l'enfance, le travail d'expertise mené pendant trois ans par les membres de ce groupe a abouti à la création de la prestation de service, de la formation de médiateur familial, etc. Monsieur Leconte, qui était à cette période Président de la Fenamef, y participait et représentait la Fédération.

Un groupe de travail, animé par Madame Sassier se met présentement en place ; ce dernier se nomme "La Médiation Familiale : le terrain des possibles".
Cette instance a vu le jour grâce à un partenariat entre :
- le Centre de la Famille et de la Médiation, basé dans le département du Rhône, représenté par Mesdames Piraud, Présidente, Lacroix, Vice-présidente et Duchateau, Médiatrice Familiale,
- la Fondation Autonomia (évoquée plus haut),
- la Fenamef, pour laquelle plusieurs Membres du Conseil d'Administration s'y investiront.

COMMISSIONS

La **Commission Formation** s'est réunie le 7 octobre dernier en conviant pour la rentrée l'ensemble de ses formateurs et intervenants sollicités par notre Fédération. Cette réunion était consacrée à une information sur nos travaux engagés pour la préparation de l'audit lié à la démarche de certification Qualiopi entreprise. La finalisation du catalogue de formations pour l'année 2022 était également à l'ordre du jour. À cet effet, plusieurs outils ont été présentés comme des guides d'accueil du stagiaire et, pour les formateurs, de recommandations de bonnes pratiques.

Les membres de la **Commission Médiation Familiale** se mobilisent, actuellement, sur la préparation d'une Journée d'Étude consacrée aux espaces familiaux dans les situations de "hauts conflits" prévue, en présentiel, en mars 2022.

La **Commission Grand Âge, Handicap et Vulnérabilité** se consacre durant cet exercice à préparer de nouvelles programmations d'interventions :

- Auprès de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole. À la suite des besoins repérés et retenus dans le cadre de leur COG en préparation 2021-2025, il s'agira de soutenir les territoires fragilisés dont la population est composée de personnes âgées, isolées et vulnérables.

- Auprès de Brain-Team (filière nationale de santé maladies rares), afin de leur procurer l'expertise en matière de Médiation Familiale en direction des aidants.

Le propos ne serait pas exhaustif, si nous n'abordions pas le bilan satisfaisant de la formation dispensée durant le premier semestre 2021 auprès des médiateurs familiaux, dans le cadre de l'expérimentation confiée à l'U.N.A.F. par la C.N.S.A.

Madame De Matos de la Sauvegarde 58 et Monsieur Audra de l'Association des Amis de Jean Bosco s'investissent désormais au sein de la **Commission Espaces de Rencontre.**

En 2021, la Commission s'est également impliquée dans la création puis la mise en place de la formation "Élaborer son projet de service en lien avec le nouveau référentiel des Espaces de Rencontre". Cette dernière a déjà été proposée en juin et en septembre en visioconférence et le sera à nouveau en novembre.

La Commission a élaboré un questionnaire à l'attention des Espaces de Rencontre ; les deux thèmes abordés sont les financements ainsi que les recrutements qui demandent actuellement analyse et réflexion. Une vingtaine de services ont répondu et les résultats seront exploités lors de la prochaine réunion de travail.

AGENDA

19 novembre 2021 : Conseil d'Administration
8 décembre 2021 : Commission Médiation Familiale
9 décembre 2021 : Commission Formation
10 décembre 2021 : Bureau

LES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES

À venir ...
3 décembre 2021 : rencontre inter-régionale Bretagne – Pays de la Loire à Rennes

FORMATIONS

Tous les programmes et les bulletins d'inscription sont disponibles sur notre site internet http://fenamef.asso.fr/formations-et-journees-d-etude/formations-fenamef

11 janvier 2022 : Formation « Élaborer son projet de service en lien avec le nouveau référentiel des Espaces de Rencontre » - en visioconférence

10 mars 2022 : Perfectionnement « Secrétaires/Assistant(e)s de services de Médiation Familiale ou d'Espaces de Rencontre » - Paris

15 mars 2022 : Formation « Découverte de la Médiation Familiale dans les situations de vulnérabilité: grand âge, handicap, maladie » - Paris

18 mars 2022 : Formation « Élaborer son projet de service en lien avec le nouveau référentiel des Espaces de Rencontre » - en visioconférence

12-13 mai 2022 : Perfectionnement « Encadrement et gestion de services de Médiation Familiale ou d'Espaces de Rencontre » - Paris

2-3 juin 2022 : Perfectionnement « Accueillants en Espaces de Rencontre » - Paris

6-7 octobre 2022 et 24-25 novembre 2022 : Formation « Accueillants en Espaces de Rencontre » - Paris

13-14 octobre 2022 et 12-13 janvier 2023 : Formation « Médiation Parents/Adolescents » - Paris

1-2 décembre 2022 et 19-20 janvier 2023 : Formation « Encadrement et gestion de services de Médiation Familiale ou d'Espaces de Rencontre » - Paris

8-9 décembre 2022 et 26-27 janvier 2023 : Formation « Secrétaires/Assistant(e)s de services de Médiation Familiale ou d'Espaces de Rencontre » - Paris

VIE DES ADHÉRENTS ET DES PARTENAIRES

23 novembre 2021 : Colloque annuel de la CNAPE en distanciel

Colloque Prévention Spécialisée
Face aux défis, la prévention spécialisée se réinvente
Alors que les pratiques et le champ d'intervention de la prévention spécialisée sont interrogés, parfois même remis en question, son avenir semble incertain. Pourtant, force est de constater que la prévention spécialisée, du fait des formes diverses qu'elle peut prendre, est en capacité de s'adapter à une multitude de situations qui varient en fonction des territoires et des évolutions relatives aux besoins, aux publics ou d'ordre politique. Elle dispose d'une capacité d'innovation et d'expérimentation qu'elle met en lumière, notamment en étant réactive en période de crise mais aussi en intervenant sur des champs qui semblent laissés pour compte par les autres acteurs.
Quels sont les enjeux sociétaux de demain auxquels devra faire face la prévention spécialisée ? Comment les acteurs de terrain s'adaptent-ils aux constantes évolutions des différentes problématiques sur lesquelles ils sont amenés à intervenir ? Autant de pistes qui seront explorées par différents intervenants, universitaires et équipes de terrain, pour aborder les pratiques professionnelles, leur adaptation au contexte et à l'évolution des besoins des personnes accompagnées.

2 décembre 2021 :

L'association Reliance, en partenariat avec Harmonie Mutuelle, propose une Journée d'Études : Webinaire "Quand le conflit entrave les solidarités familiales"
lien

À LIRE, À VOIR, À FAIRE

OUVRAGES

La liberté d'aller et venir dans le soin et l'accompagnement

La liberté d'aller et venir dans le soin et l'accompagnement
REGARDS CROISÉS
Quels enjeux éthiques ?
Sous la direction de Aurélien Dutier Miguel Jean
Préface de Magali Lafourcade
Hygée ÉDITIONS

Aurélien Dutier, Miguel Jean
Si la liberté d'aller et venir constitue un droit fondamental, le respect de cette liberté est parfois entravé ou profondément confisqué. Ces limitations de la liberté d'aller et venir posent de nombreuses questions juridiques, cliniques et éthiques qui interpellent au quotidien les professionnels, les usagers et les citoyens sur la nature et le sens du soin et de l'accompagnement. Jusqu'où les impératifs de protection, de sécurité ou d'équité justifient-ils de mettre en péril cette liberté ? À quel prix et à quelles conditions ? Au bénéfice de qui et dans quelle finalité ?
Grâce à un ensemble riche de témoignages et d'expériences, cet ouvrage déroule les dilemmes éthiques qui se jouent tous les jours autour de la liberté de mouvement et de circulation chez les acteurs du soin et de l'accompagnement, et invite à une réflexion plus large sur notre rapport à la mobilité, la proximité, l'espace et la liberté.

REVUES

École des parents et des Éducateurs - octobre 2021 - hors-série n° 1 - Rapport : La participation des enfants : une culture à diffuser

"Prendre en compte la parole de l'enfant : un droit pour l'enfant, un devoir pour l'adulte" : l'intitulé du rapport 2020 publié par le Défenseur des droits pour la Journée internationale des droits de l'enfant (20 Novembre) rappelle que de nombreux mineurs sont encore exclus de l'exercice de leurs droits.

L'ÉCOLE DES PARENTS
hors-série n° 1
Protection de l'enfance
La parole de l'enfant
érès

L'ÉCOLE DES PARENTS
GRAND ENTRETIEN
PORTRAIT
REPORTAGE
dossier
EN FINIR AVEC LE HARCÈLEMENT SCOLAIRE
érès

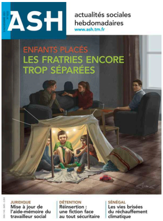
École des parents et des Éducateurs - octobre-novembre-décembre 2021 - n° 641 - Médiateur de grand chemin

Au volant de son camping-car, l'ex-détenu chargé de cours à la fac sillonne la France des quartiers et des lieux de détention pour témoigner de ce que la délinquance n'est pas une fatalité.

Forum - octobre 2021 : n° 95

Vulnérabilité et prévention : 1000 premiers jours : quel bilan un an après l'annonce des premières mesures ?

FORUM
Dossier
INCESTE : BRISONS LE SILENCE POUR PROTÉGER LES ENFANTS VICTIMES
CNAPE
LA PROTECTION DE L'ENFANT


ASH
actualités sociales hebdomadaires
www.ash.tm.fr
ENFANTS PLACÉS
LES FRATRIES ENCORE TROP SÉPARÉES
JURIDIQUE
Mise à jour de l'aide-mémoire du travailleur social
DÉTENTION
Réinsertion : une fiction face au tout sécuritaire
SÉNÉGAL
Les vies brisées du réchauffement climatique

ASH - 5 novembre 2021 - n° 3232 - Enfants placés : accueillir les frères et sœurs

La non-séparation des fratries protégées par l'Aide Sociale à l'Enfance est l'objet d'un amendement phare du projet de loi relatif à la protection des enfants, qui sera examiné par le Sénat en fin d'année. Un principe énoncé dans le corpus législatif français depuis 1996 mais trop rarement appliqué.

Lien Social - 16 au 29 novembre - n° 1305 : Dossier : Les éducateurs en première ligne

La prostitution se révèle une problématique incontournable pour les établissements et services de Protection de l'Enfance s'occupant d'adolescents. Comment mieux l'éviter et accompagner les mineurs concernés ? Quelles sont les initiatives inspirantes ? Les obstacles ?

LIEN SOCIAL
indépendant
DOCU
Elles dansent
P.34
PROSTITUTION DES MINEURS
Les éducateurs en première ligne
GENS DU VOYAGE
Discrimination environnementale
P.32
BIDONVILLES
Retour à la case départ
P.30

AUTRES

Newsletter Fnepe n°48

Écoute Parentalités : Après 10 mois de coordination du collectif des lignes de soutien à la parentalité, la Fnepe a annoncé lors de la Conférence des familles, la création du portail : Écoute parentalités.
Son objectif : donner aux parents une meilleure visibilité des structures susceptibles de les aider face à une difficulté passagère ou durable.
Cette action est menée avec le soutien du Secrétariat d'État en charge de l'enfance et des familles.
lien

De nouvelles mesures pour les proches aidants, nos demandes ont été entendues.
Les demandes de l'UNAF, du Collectif Inter-Associatif des Aidants Familiaux (CIAAF) et de l'Association Française des Aidants ont été entendues par le Gouvernement avec le dépôt de deux amendements au projet de loi de financement budget de la Sécurité sociale pour 2022, adoptés par les députés le vendredi 22 octobre 2021.
lien

Lettre d'information UNAF n° 752 du 8 Novembre 2021

Lettre d'information UNAF n° 752 du 8 Novembre 2021

La médiation animale au service des familles: l'UDAF de l'Eure-et-Loir l'a fait !
Un vent d'innovation souffle sur l'UDAF de l'Eure-et-Loir : depuis le 1er septembre 2021, le premier service de médiation animale porté par une Udaf est ouvert !
lien

UDAF du Pas-de-Calais : La Médiation pour Aidants & Aidés en Podcast
L'Udaf est intervenue le 1er octobre dernier dans le cadre d'un podcast de « Ma Boussole Aidants » afin de présenter la médiation pour aidants et aidés.
Une médiatrice familiale de l'UDAF et une aidante ont pu témoigner de leur expérience en la matière.
lien

Lettre d'information UNAF n° 752 du 8 Novembre 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LE DÉFENSEUR
DES DROITS

Défenseur des Droits :
La Défenseure des droits (DDD) a remis un avis au Parlement sur le projet de loi relatif à la protection des enfants.

Elle commence par :

- saluer le dialogue avec les acteurs de la protection de l'enfance, initié par le secrétaire d'État auprès du ministre des Solidarités et de la Santé, chargé de l'Enfance et des Familles.
- regretter qu'il y ait pas eu de « véritable bilan d'analyse qualitative de l'application de la loi du 5 mars 2016 » et que l'on ait choisi un passage au Parlement en procédure accélérée (... mais nous sommes en fin de mandature...).
- donne un avis plutôt positif sur ce projet tout en estimant qu'il ne va pas assez loin au regard des attentes et des besoins.
- s'interroger « sur la cohérence de ce texte avec le projet de loi différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dit « 3DS ». En effet, alors que le présent projet de loi semble vouloir renforcer la place de l'État dans la gouvernance de la protection de l'enfance, le projet de loi « 3DS » prévoit la suppression de l'État comme tiers décisionnaire dans l'accompagnement des enfants pupilles de l'État, ce qui ne favoriserait pas la prise d'une position neutre et distanciée par chaque professionnel intervenant auprès de l'enfant. D'ailleurs, dans le même temps, le gouvernement soutient la proposition de loi visant à réformer l'adoption de la députée Monique Limon qui maintient le préfet comme tuteur ».

Voici un lien vers cet avis 21-15 du 15 octobre 2021 relatif au projet de loi sur la protection des enfants : https://juridique.defenseurdesdroits.fr/doc_num.php?explnum_id=21001

OFFRES D'EMPLOIS

Vous trouverez ci-après les dernières offres d'emploi parvenues au siège de la Fédération. L'ensemble des offres figure dans leur intégralité, sur le site de la Fenamef – www.fenamef.asso.fr - rubrique « Offres d'emploi et de stage ».
lien

EPE 14 (14 - Hérouville Saint-Clair) recherche un(e) médiateur(trice) familial(e) en CDI à temps partiel - Poste à pourvoir dès que possible

EPE. 74 (74 - Haute-Savoie) recherche un(e) médiateur(trice) familial(e) en CDI (à temps partiel ou complet) - Poste à pourvoir dès que possible

UDAF 62 (62 – Calaisis – Boulonnais – Arrageois - Lensois) recherche quatre médiateurs familiaux - CDI à temps complet (35 heures)

AGSS de l'UDAF – Espace Familles (59 – Dunkerque, Maubeuge et Valenciennes) recherche un(e) médiateur(trice) familial(e) – CDI

Médiations 49 (49 – Angers et Cholet) recherche un(e) médiateur(trice) familial(e) - CDI à temps partiel (0,6 ETP, avec évolution possible au terme du premier semestre 2022) - Poste à pourvoir au 1er Janvier 2022
Association Les Fontaines (27 - Louviers) recherche un(e) médiateur(trice) familial(e) – CDI à temps partiel (0,5 ETP) - Poste à pourvoir dès que possible

UDAF 47 (47 - Boe) recherche un(e) intervenant(e) en Espace de Rencontre – CDD à temps partiel (0,10 ETP) - Poste à pourvoir dès que possible

---

La Fenamef vous informe de sa fermeture annuelle du 24 décembre 2021 au 2 janvier 2022 inclus.

Suivez-nous !

Contacts

Laure LECHATELLIER
Secrétaire générale
l.lechatellier@fenamef.asso.fr

Delphine ECHERBAULT
Assistante administrative
contact@fenamef.asso.fr

Sophie LEBOISSELIER
Assistante administrative
secretariat@fenamef.asso.fr

Eléonore BELLA
Assistante administrative
formation@fenamef.asso.fr

FENAMEF
2 rue du campus,
14 200 Hérouville Saint Clair
02-31-46-87-87 ou contact@fenamef.asso.fr

Se désinscrire

Envoyé par
sendinblue